

Procès verbal de la séance du Conseil Communal du 27/01/2011

QUESTION ORALE

- **Question orale de Monsieur Alain HIRSCH au Collège des Bourgmestre et Echevins**

La zone Delta est une des dernières réserves foncières d'Auderghem et c'est par ce site que le quotidien Le Soir a clôturé sa série « rétro/prospective » consacrée aux grands dossiers de 2010 qui sont appelés à rebondir en 2011.

Vous vous rappelez qu'à la demande du Gouvernement bruxellois et en plein accord avec celui-ci, nous avons décidé, fin de l'année dernière, d'élaborer un PPAS sur la partie de cette zone qui longe le boulevard du Triomphe entre le pont Fraiteur et le carrefour Delta. C'est là que doit s'établir la nouvelle structure hospitalière du Chirec. Et, à cette occasion, il a été indiqué que le futur du solde du site serait déterminé à la suite de l'adoption du schéma directeur en cours d'élaboration depuis de nombreuses années.

Le Soir rapportait que le Ministre-Président, Charles Picqué destinait le site à l'implantation de 200.000 m² de bureaux de la Commission européenne et il précisait que l'option « logements n'était pas réaliste » sur ce site. Il semblerait néanmoins que des logements et équipements seraient établis en périphérie du site, à proximité du dépôt de la Stib. Ce sont des déclarations étonnantes !

La Région créerait ainsi un glacis administratif monolithique isolé des quartiers environnants, glacis rendu obligatoire compte tenu des conditions du site qui rendraient malaisées les connexions avec ceux-ci, dicit le Ministre-Président.

Le site n'a-t'il pas été acquis par la Région pour y créer un nouveau morceau de ville faisant la part belle au logement ?

Nous souhaitons que le Collège nous informe sur trois questions

- l'état d'avancement du schéma-directeur de la zone Delta ;
- le contexte qui amène la Commission européenne à vouloir s'implanter sur ce site ;
- les réactions du Collège à ces déclarations.

Je passe la parole à mon collègue HERZL pour l'aspect mobilité.

- **Question orale de Monsieur Pierre-Yves Herzl au Collège des Bourgmestre et Echevins**

La zone Delta est un lieu multimodal par excellence puisque s'y retrouve conjointement : le train, le métro, le bus, la voiture à travers des voiries de plusieurs gabarits sans oublier la mobilité douce vélo/piétonnier puisque le dernier tronçon en date de la promenade verte a été inauguré il y a peu.

Vu l'importance de la problématique de la mobilité en région bruxelloise et particulièrement sur Auderghem et alors même que nous avons adopté notre plan de mobilité lors du précédent conseil, nous souhaitons que le Collège nous informe

- sur l'intégration du volet mobilité dans la zone Delta.

Mme JAMOULLE estime que c'est une question fondamentale qui aurait valu la peine de réunir une Commission de l'Urbanisme. Il serait plus utile de travailler ensemble avec la Région. Une question d'actualité n'est pas sérieuse. C'est un sujet qui mérite un travail sérieux.

M. VITOUX est étonné de l'impact des médias sur des interpellations. Il soutient Mme JAMOULLE dans sa demande pour faire une Commission en vue d'aborder le dossier en profondeur, avec les plans et avec le schéma directeur.

Le Bourgmestre n'est pas hostile à la réunion d'une Commission mais il ne dispose pas du schéma directeur de la Région et ne peut faire une Commission avec une table vide.

- **Réponse de M. Alain LEFEBVRE, Echevin, Echevin de l'urbanisme et de l'environnement au nom du Collège des Bourgmestre et Echevins**

Les enjeux et les antécédents de l'urbanisation de Delta

La zone Delta comprend effectivement l'une des dernières réserves foncières sur le territoire de la commune d'Auderghem. Cet espace, très partiellement bâti, est situé à cheval sur Auderghem et Watermael-Boitsfort à la limite avec le territoire de la commune d'Ixelles.

L'espace compris entre le pont Fraiteur, le boulevard du Triomphe, la rue Cockx, l'avenue Michiels, la rue du Brillant, l'arrière des maisons de la rue Vandervelde et le cimetière d'Ixelles, ce n'est pas moins de 30 hectares dont 5,5 hectares sur le territoire de Watermael-Boitsfort. Cette zone comprend les 7,5 hectares occupés notamment par le dépôt Stib et le parking de transit ainsi que les 0,8 hectare sur lesquels sont érigés des bureaux depuis la fin des années 80 à proximité de ce dépôt.

Auderghem, c'est 903 ha dont 396 ha de bois et terres agricoles. Cette réserve foncière représente donc entre 5 et 6 % de la partie urbaine d'Auderghem. Ce n'est pas rien. Une partie de ces terrains sont occupés par les infrastructures ferroviaires des lignes 26 et 161 de la SNCB. Avec la jonction entre ces lignes, elles forment un triangle (d'où le nom du site) entre les gares de Watermael, d'Etterbeek et de Delta.

La majeure partie des terrains de cette zone appartenaient à la SNCB et à la Région. Le 31 décembre 2004, le Moniteur publiait la liste de terrains transférés par la SNCB au Fonds de l'Infrastructure Ferroviaire (FIF), la Sopima s.a. constituée par l'Etat belge étant chargée de leur vente de terrains. Parmi ces terrains, celui de Delta pour une superficie de 9,8 ha.

Dès ce moment nous avons été extrêmement actifs et avons multiplié les contacts avec la Sopima et la Région afin de piloter au mieux le développement de ce site.

Nous avons attiré l'attention des uns et des autres, Région en tête, sur les nécessités de dépollution du sol dans ce site, sur les contraintes résultant des dénivellations et des

infrastructures ferroviaires à maintenir, sur les besoins en équipements d'intérêt collectif, sur l'impérieuse nécessité de mener une réflexion globale sur l'entrée de ville (axe E411) aboutissant directement au site, sur notre volonté d'éviter absolument toute mono-fonctionnalité (bureau) sur ce site et surtout sur les enjeux de la Région en matière de logement. Nous avons réuni les acteurs concernés. Malgré nos démarches, la Région n'a démontré à cette époque aucune détermination à mener une réflexion globale sur l'urbanisation du site. Pire, elle a lancé dans la confusion et la précipitation, un appel d'offres au secteur privé pour connaître ses projets de développement du site. Ce n'est évidemment pas au secteur privé de déterminer la manière dont ce quartier doit être urbanisé.

Dès lors, le 22 décembre 2005, notre conseil a décidé d'élaborer un PPAS en l'absence de toute réaction de la Région à notre proposition de collaboration. Le cahier des charges visant à désigner l'auteur de projet de ce PPAS a été soumis à l'approbation de la tutelle (accord le 28/03/2006) à la suite de quoi l'appel à candidature a été publié aux journaux officiels (notamment européen).

La Région achète sans concertation avec la Commune

Le 30/12/2005, la Région concluait un accord pour le rachat de ce site au prix de 35,2 Mios € soit près de 360 €/m². Vu les contraintes du site et l'absence d'un minimum d'orientations urbanistiques, ce prix nous est apparu comme totalement prohibitif. Nous avons dit craindre, dès lors, que la Région cherche à « rentabiliser » son acquisition au détriment de toute autre considération. Le terrain a été acquis par la SAF (Société d'Acquisition Foncière) créée par la Région.

Quelques temps après, nous découvrons que la Région publie un avis de marché en vue de la désignation d'un auteur de projet pour l'élaboration d'un schéma directeur pour la zone levier n°13 – Delta, mentionnée sur la carte n°2 du PRD. Le 1/8/2006, nous nous étonnons auprès du Ministre-Président de ce que la commune n'a pas été informée et que son avis sur le cahier des charges n'a pas été sollicité. Néanmoins, la Région sort donc quelque peu de son mutisme... mais n'a pas encore engagé la collaboration souhaitable avec notre commune. Nous avons été mis en possession du cahier des charges de la mission projetée et avons formulé des remarques notamment sur le caractère irréaliste du délai de la mission (6 mois) et le manque d'association de la commune alors que le choix de l'auteur de projet devait se baser sur une esquisse et une étude à joindre à l'offre et orientant le schéma-directeur.

Fin 2006, le Ministre-Président annonçait le choix de l'auteur de projet, l'association momentanée des bureaux Valode et Pistre.

Le schéma-directeur... en attente d'une approbation

La commune a été associée lors de 6 comités d'accompagnement dont le dernier s'est tenu le 8 juillet 2009. Nous n'avons eu de cesse de rappeler les objectifs à poursuivre. Le rapport se décompose en 2 parties, l'une relative aux affectations comprenant des simulations de plan masse, la seconde concerne les infrastructures nécessaires à assurer la viabilité du site et la mobilité dans la zone pour les différents usagers (actifs-piétons/cyclistes ; transports publics, automobile et parking). Sur notre insistance, un volet concerne le traitement de l'axe qui liaisonne le site à l'arrivée de l'E411.

In fine, deux schémas d'affectations concernaient les terrains acquis par la SAF : le premier prévoyait un quartier mixte et le second un quartier de bureaux. Nos craintes de nombreuses fois émises se trouvaient ainsi confirmées. Nous n'avons pas marqué notre accord sur ces documents compte tenu notamment que la position du gouvernement n'était pas connue quant aux options en terme de mobilité, quant au financement des infrastructures indispensables et aux interventions nécessaires et souhaitables en périphérie du site, quant au timing des opérations.

Par ailleurs, pour toute information à l'attention des populations riveraines, le Gouvernement a organisé une réunion qui s'est tenue le 30/6/2009 à 20h00 à l'ULB... sans grand succès de participation.

Depuis lors, aucune décision du gouvernement sur le schéma-directeur ; aucune précision dans le plan Iris2 (déplacements), aucun investissement planifié... bref mutisme quasi-total à l'exception des dispositions prises pour l'installation du Chirec sur la partie viabilisable immédiatement du site à front du boulevard du Triomphe... et puis ces déclarations récentes quant à la destination du site pour la Commission européenne. 200.000 m² de bureaux !!!

Des bureaux pour l'Europe à Delta ? Deux « Berlaymont » !!!

Le 12 juin 2008, le journal officiel européen publiait un appel visant à trouver des pôles pouvant répondre à ces besoins. Le 9 juillet, une représentante du Ministre-Président nous annonçait l'intention de la Région de présenter 2 sites en réponse à cet appel : Delta et Josaphat. Le contenu de l'appel de l'Europe montrait à suffisance que le site Delta y répondait mieux que Josaphat qui, par ailleurs, était le site qui avait les faveurs de la Région et l'appui des communes concernées. Le 25 juillet 2008, nous avons, par écrit, mis en garde le Ministre-Président. Nous avons attiré son attention sur les contradictions de la politique foncière du gouvernement qui s'apparentait ainsi à un acteur foncier public concurrent qui utilisait ses propriétés non pour orienter le devenir de la ville mais pour équilibrer son bilan. Le site Delta n'a nul besoin de cette implantation pour se déployer à l'avenir.

200.000 m² de bureaux, savez vous ce que cela représente. Le Berlaymont, c'est 130.000 m² sur 2,5 ha de terrain. 5ha du site sont destinés au Chirec... il subsiste moins de 5ha pour les 200.000 m² de bureaux... et cette surface doit comprendre les voiries et espaces publics !!! Il y a actuellement 325.000 m² de bureaux à Auderghem ! 200.000 m² de bureaux, c'est 60% de plus !

Le Bourgmestre intervient à nouveau pour insister sur les points suivants.

Il retient la proposition d'une Commission de l'Urbanisme mais la commune ne pourra que communiquer les courriers échangés. Le schéma directeur, lui, n'a pas été arrêté et les déclarations récentes ne correspondent pas aux dernières versions des projets de document.

Il s'agit ici de l'avenir d'un pan entier de la commune. On crée un OVNI immobilier au bord de quartiers résidentiels dans un endroit où il y a déjà asphyxie en terme de mobilité. Les 200.000 m² projetés pour Delta vont s'ajouter au plus de 100.000 m² prévus pour

l'Europe rue de la Loi avec un P/S de 8.

Le processus est anti-démocratique. La réunion publique convoquée le 30 juin 2010 pour les habitants a présenté des documents qui n'ont rien à voir avec les intentions déclarées récemment.

Si le PPAS Chirec est utilisé pour valider la dernière démarche de la Région, la commune ne le fera pas. La commune est d'accord avec le projet du Chirec. Mais avec l'autre partie c'est « No Pasaran ».

Notulen van de Gemeenteraad van 27/01/2011

MONDELINGE VRAAG

- **Mondelinge vraag van de Heer Alain HIRSCH aan het Schepencollege**

Delta is één van de laatste grote grondreserves van Oudergem, en het is met deze site dat het dagblad Le Soir zijn reeks «rétro/prospective» afrondde, over de grote dossiers die in 2011 terug zullen opduiken.

U weet nog dat wij op vraag van en in volledige overeenstemming met de Brusselse Regering einde vorig jaar besloten hebben om een BBP uit te werken voor het deel van het gebied langs de Triomflaan, tussen de Fraiseurbrug en het Deltakruispunt. Dit is waar het nieuwe Chirec ziekenhuiscomplex gevestigd moet worden. Er werd bij deze gelegenheid ook op gewezen dat de toekomst van wat van de site overblijft, bepaald zou worden aan de hand van het richtschema waar al verscheidene jaren aan gewerkt wordt.

Le Soir berichtte dat Minister-President Charles Picqué de site bestemde voor de inplanting van 200.000 m² kantoren van de Europese Commissie en hij verduidelijkte dat voor deze site de optie «huisvesting niet realistisch is». Nochtans schijnt het dat er huisvesting en voorzieningen worden gepland aan de rand van de site, dichtbij het Mivb depot.

Dat zijn verbazingwekkende uitspraken!

Zo zou het Gewest een administratief monolithisch glacis creëren, geïsoleerd van de omliggende wijken, een onvermijdelijk glacis, gezien de omstandigheden van de site, waardoor de verbindingen met deze wijken bemoeilijkt worden, aldus de Minister-President. Heeft het Gewest de site niet aangekocht teneinde er een nieuw stadsdeel te creëren met een groot aandeel aan huisvesting?

Mogen we het College vragen om ons te informeren aangaande drie onderwerpen

- de staat van vooruitgang van het richtschema voor Delta;
- de achtergrond van de belangstelling van de Europese Commissie voor Delta;
- de reacties van het College op deze uitspraken.

Ik geef het woord aan mijn collega HERZL, voor het luik mobiliteit.

- **Mondelinge vraag van de heer Pierre-Yves Herzl aan het Schepencollege**

Delta is een multimodaal gebied bij uitstek, aangezien er zowel trein, metro, bus als auto samen te vinden zijn, en diverse wegen, niet te vergeten voor het fiets- en voetgangersverkeer, getuige de laatste strook van de groene wandeling die niet lang geleden werd ingehuldigd. Gelet op de mobiliteitsproblematiek in de Brusselse regio, zeker in Oudergem, en ofschoon we op de vorige Raad ons mobiliteitsplan goedgekeurd hebben, zouden we het College willen vragen om ons te informeren

- over de integratie van het luik “mobiliteit” in Delta.

Mevrouw JAMOULLE vindt dit een fundamentele vraag en het zou de moeite waard zijn geweest om er een Stedenbouwkundige Commissie voor bijeen te roepen. Het ware nuttiger om met het Gewest samen te werken. Als mediapunt is het niet ernstig genoeg. Het betreft een onderwerp dat een diepgaand werk vereist.

De heer VITOUX is verbaasd over de impact van de media op de interpellaties. Hij steunt mevrouw JAMOULLE in haar vraag om een Commissie op te richten met het oog op een diepgaande benadering van het dossier, aan de hand van kaarten en van het richtschema.

De Burgemeester staat niet weigerachtig ten opzichte van de samenkomst van een Commissie, maar hij beschikt niet over het richtschema van het Gewest en hij kan geen Commissie bijeenroepen als er niets op de tafel ligt.

- **Antwoord van de heer Alain LEFEBVRE, Schepen, Schepen van stedenbouw en leefmilieu in naam van het Schepencollege**

Wat staat er op het spel en wat zijn de antecedenten van de stedenbouwkundige ontwikkeling van Delta?

Delta omvat inderdaad één van de laatste grondreserves op het grondgebied van de gemeente Oudergem. Deze zone is maar voor een beperkt gedeelte bebouwd en bevindt zich zowel in Oudergem als in Watermaal-Bosvoorde, en op de grens met het grondgebied van de gemeente Elsene.

De zone begrepen tussen de Fraiteurbrug, de Triomflaan, de Cockxstraat, de Michielslaan, de Brillantlaan, de achterkant van de woningen in de Vanderveldestraat en de begraafplaats van Elsene is niet minder dan 30 hectaren groot waarvan 5,5 hectaren op het grondgebied van Watermaal-Bosvoorde. Deze zone beslaat de 7,5 hectaren die ondermeer worden ingenomen door het Mivb depot en de transitparking, en tevens de 0,8 hectaren waarop sedert eind jaren 80 kantoorgebouwen werden opgericht, in de buurt van dit depot.

Oudergem is 903 hectaren groot waarvan 396 ha bossen en landbouwgebied. Deze grondreserve vertegenwoordigt dus een 5 tot 6% van het stedelijke deel van Oudergem. Dat is niet niets. Een gedeelte van deze terreinen wordt ingenomen door de spoorweginfrastructuur van de lijnen 26 en 161 van de NMBS. Door het samenkomen van deze lijnen ontstaat een triangel (vanwaar de naam van de site) tussen de stations van Watermaal, Etterbeek en Delta.

Het grootste deel van de terreinen van deze zone behoorde toe aan de NMBS en aan het Gewest. Op 31 december 2004 publiceerde het Staatsblad een lijst van de terreinen die door de NMBS werden overgedragen aan het Fonds voor spoorweginfrastructuur, en de NV Sopima, opgericht door de Belgische Staat, werd belast met de verkoop van de terreinen. Delta, met een oppervlakte van 9,8 ha, was één ervan.

Vanaf dat ogenblik hebben wij zeer daadkrachtig opgetreden en hebben wij meerdere contacten met Sopima en het Gewest onderhouden om de ontwikkeling van deze site zo goed mogelijk te sturen.

Wij hebben de partijen, vooral het Gewest, opmerkzaam gemaakt op de noodzaak van een bodemsanering van deze site, op de lasten voortkomend uit de denivelleringen en het onderhoud van de spoorweginfrastructuur, op de behoefte aan voorzieningen van algemeen belang, op de dringende noodzaak van een globale beschouwing over de toegang tot de stad (as E411) die direct naar de site leidt, op onze bedoeling om elke mono functionaliteit (kantoorgebouwen) op deze site te weren en vooral op wat de inzet is van het Gewest op het vlak van huisvesting. Wij hebben de betrokken partijen rond de tafel gebracht. Ondanks onze initiatieven heeft het Gewest toen geen vastberadenheid getoond om een globale beschouwing te houden over de stedenbouwkundige ontwikkeling van de site. Wat erger is, temidden van de verwarring en in allerijl heeft het een oproep tot offertes gedaan aan de privésector, om de plannen voor de ontwikkeling van de site te kennen. Het is natuurlijk niet de taak van de privésector om te bepalen hoe deze wijk moet worden ontwikkeld.

Vanaf 22 december 2005 heeft onze Raad besloten een BBP op te stellen, terwijl het Gewest geen enkele reactie toonde op ons voorstel tot samenwerking. Het lastenboek gericht op het aanduiden van een projectontwikkelaar voor dit BBP werd onderworpen aan het akkoord van de toezichthouder (goedkeuring op 28/03/2006), met dien gevolge dat de oproep tot kandidaatstelling gepubliceerd werd in de officiële bladen (in het bijzonder de Europese).

Het Gewest gaat over tot aankoop zonder te onderhandelen met de Gemeente

Op 30/12/2005 sloot het Gewest een akkoord voor de aankoop van deze site voor een bedrag van 35,2 Mio € zijnde bijna 360 €/m². Gezien de moeilijkheden van de site en het ontbreken van een minimum aan stedenbouwkundige oriëntatie, leek deze prijs ons volkomen onaanvaardbaar. Vanaf toen hebben we onze vrees te kennen gegeven dat het Gewest zijn aanwinst zou trachten te “rentabiliseren”, ten nadele van andere overwegingen. Het terrein werd verworven door de MVV (de Maatschappij voor Verwerving van Vastgoed), opgericht door het Gewest.

Enige tijd later hebben wij ontdekt dat het Gewest een overheidsopdracht had aangekondigd met de bedoeling een projectontwikkelaar aan te duiden om een richtschema op te stellen voor het hefboomgebied nr.13 – Delta, weergegeven op kaart n°2 van het GewOP. Op 1/8/2006 hebben wij bij de Minister-President onze verbazing geuit dat de gemeente niet op de hoogte werd gebracht en dat niet om haar mening werd verzocht aangaande het lastencohier. Het Gewest trad evenwel uit haar zwijgzaamheid...maar ging nog niet in op de gewenste samenwerking met onze Gemeente. We werden in het bezit gesteld van het lastencohier van de voorziene opdracht en formuleerden onze opmerkingen, vooral over het onrealistisch tijdsbestek van de opdracht (6 maanden) en het ontbreken van samenwerking met de gemeente, terwijl de keuze van de projectontwikkelaar diende gebaseerd te worden op een schets en een studie die bij de aanbidding diende gevoegd te worden met een oriëntatie van het richtplan.

Eind 2006 kondigde de Minister-President aan dat voor de projectontwikkeling werd gekozen voor de tijdelijke vereniging van de bureaus Valode en Pistre.

Het richtschema...in afwachting van goedkeuring

De gemeente heeft meegewerkt aan 6 begeleidingscommissies, de laatste op 8 juli 2009. We hebben onophoudelijk op de te volgen doelstellingen gewezen. Het verslag bestaat uit twee delen, het eerste betreft de bestemmingen met kaartsimulaties, het tweede deel betreft de infrastructuur die noodzakelijk zijn om de leefbaarheid en de mobiliteit voor de verschillende weggebruikers (voetgangers/fietsers; openbaar vervoer, auto's en parkings) in de zone te garanderen. Op ons aandringen is er een luik inzake de aanpak van de as die de zone verbindt met de plaats waar de E411 uitmondt.

Uiteindelijk waren er twee plannen van de bestemmingen aangaande de terreinen verworven door de MVV: het eerste voorzag in een gemengde wijk, en het tweede in een kantoorwijk. Wat wij vreesden, en hetgeen wij meermaals te kennen gaven, werd aldus bewaarheid. Wij hebben ons akkoord over deze documenten niet gegeven, er vooral rekening mee houdend dat de stellingname van de Regering niet gekend was inzake de opties op het vlak van mobiliteit, de financiering van de onvermijdelijke infrastructuur en de noodzakelijke en wenselijke interventies aan de rand van de zone, en de timing van de werken.

Anderzijds heeft de Regering, ter informatie aan de omwonenden, een vergadering georganiseerd op de U.L.B., op 30/6/2009 om 20h00...zonder veel succes qua participatie.

Sindsdien, geen enkel besluit van de regering over het richtschema; geen enkele verduidelijking in het Iris2 plan (vervoer), geen enkele geplande investering...dus quasi totale zwijzaamheid met uitzondering van de maatregelen die genomen werden voor de oprichting van de Chirec op het onmiddellijk bouwrijp te maken gedeelte van het terrein, aan de kant van de Triomflaan...en dan zijn er nog de recente verklaringen over de bestemming van de site voor de Europese Commissie. 200.000 m² kantoorgebouwen!!!

Europese kantoren op de Deltasite?

Tweemaal "Berlaymont"!!!

Op 12 juni 2008 lanceerde het officiële Europese publicatieblad een oproep met als doel kerngebieden te vinden die aan de behoeften konden voldoen. Op 9 juli bracht een vertegenwoordigster van de Minister-President ons op de hoogte van het voornemen van het Gewest om, in antwoord op deze oproep, twee sites voor te stellen: Delta en Josaphat. De inhoud van de oproep van Europa toonde voldoende aan dat de Deltasite meer geschikt was dan Josaphat, dat echter de voorkeur van het Gewest meedroeg en de steun van de betrokken gemeenten. Op 25 juli 2008 hebben wij de Minister-President schriftelijk tot waakzaamheid opgeroepen. We hebben zijn aandacht gevestigd op de tegenstrijdigheden in het grondbeleid van de regering, die op deze wijze een verbintenis aanging met een concurrerende publieke speler in het grondbeleid, die zijn eigendommen niet aanwendde om richting te geven aan de toekomst van de stad, maar om zijn balans in evenwicht te brengen. De Deltasite heeft deze inplanting niet nodig om zich in de toekomst te ontplooien.

200.000 m² kantoren, weet u wat dat betekent. Berlaymont bestaat uit 130.000 m² op 2,5 ha. 5ha van de site worden voorbestemd aan de Chirec...er blijft minder dan 5 ha over voor 200.000 m² kantoren...en op deze oppervlakte zouden de wegen en openbare ruimten inbegrepen moeten zijn!!!

Op dit ogenblik zijn er 325.000 m² kantoren te Oudergem! 200.000 m² kantoren is 60% meer!

De burgemeester komt opnieuw tussenbeide om de nadruk te leggen op de volgende punten. Hij weerhoudt het voorstel voor een Stedenbouwkundige Commissie maar de gemeente zal enkel kunnen berichten over wederzijdse mededelingen. Er werd geen beslissing genomen over het richtschema en de recente verklaringen komen niet overeen met de laatste versies van de ontwerpen van het document.

Het betreft hier de toekomst van een volledige strook van de gemeente. Men creëert een vastgoed UFO aan de rand van residentiële wijken in een gebied dat, qua mobiliteit, al aan het verstikken is. De plannen voor 200.000 m² in Delta worden vermeerderd met de meer dan 100.000 m² voorzien voor Europa Wetstraat met een P/S van 8.

Dit is een anti-democratische gang van zaken. Op de publieke vergadering die op 30 juni 2010 voor de inwoners werd bijeengeroepen, werden er documenten voorgelegd die niets te maken hadden met de recente intentieverklaringen.

Als het BBP Chirec aangewend wordt om de poging die het Gewest nu onderneemt, te kunnen bekrachtigen, zal de gemeente dit niet doen. De gemeente stemt in met het Chirec project. Maar voor het overige gedeelte is het "No Pasaran".